

Rapport annuel 2019

Forum Civique Européen

civique
forum.org



[Soutenir les graines d'un avenir solidaire]

Cher.es ami.es,

Alors que nous rédigeons ce rapport annuel 2019, nous voilà catapultés au coeur de la crise du Coronavirus. Qui aurait pu prédire l'année dernière ce qui nous arrive en ce moment ? L'an passé a été marqué par des mouvements de protestation à travers le monde. En France, au Chili, à Hongkong, en Algérie, en Irak, en Iran, au Liban ou au Soudan, des millions de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les puissants. Ces mouvements, très différents les uns des autres, avaient pour points communs la colère contre les élites corrompues et leurs abus de pouvoir, la volonté de lutter contre l'oppression, les inégalités et le manque de perspectives.

Au même moment, le mouvement Friday For Future pour la justice climatique s'étend et une grève des femmes historique a lieu en Suisse.

Aujourd'hui, la majeure partie du monde est en état d'urgence, et les protestations de masse ne sont plus possibles pour le moment. Mais les causes et les problèmes à la source du mécontentement demeurent. Et ceux-ci risquent de s'aggraver encore. C'est pourquoi il est important de soutenir toutes les approches et initiatives de la société civile qui, dans des conditions rendues très difficiles, veillent à ce que la cohésion sociale n'éclate pas, à ce que les plus vulnérables ne soient pas complètement laissés pour compte et à ce que les questions climatiques et environnementales restent présentes.

Nous y apportons notre modeste contribution. Dans ce rapport annuel 2019, nous présentons de telles initiatives que nous soutenons et avec lesquelles nous collaborons.

Cette situation exceptionnelle ne manquera pas de révéler de nouveaux défis et de nouveaux projets.

Nous nous trouvons à un tournant sur notre planète. La crise du Covid-19 montre qu'il est possible de faire passer la préservation de la vie humaine avant l'égoïsme et l'avidité du profit. Certes, cela s'est fait bon gré mal gré, car le virus s'attaque à l'ensemble de la société et de l'économie mondialisée, y compris aux puissants et aux riches. Cependant on observe aussi le risque que des formes de gouvernance autoritaire et la surveillance des citoyens et citoyennes soient renforcées sous prétexte de mesures sanitaires, et que les manifestations restent interdites plus longtemps que nécessaire. Nous devons être très vigilants dans ce domaine.

Il faut espérer que cette crise ramènera l'humanité à la raison et qu'à l'avenir la priorité sera donnée à la justice sociale, la préservation d'un environnement sain et à la protection du climat. Rien de moins que la survie de l'humanité est en jeu. Si, toutefois, tout revenait à la normale après cette crise, nous assisterons probablement à des mouvements de protestation qui dépasseront de loin ceux de 2019 et prendront peut-être des formes totalement nouvelles. C'est ce qui nous inquiète et c'est à la fois notre espoir. En attendant, nous nous devons garder vivantes les graines d'un avenir solidaire qui existent partout ou sont en train de germer.

L'équipe du FCE

Bâle, le 24 avril 2020

Migration & exploitation





Alors que les problèmes environnementaux s'aggravent, la «mer de plastique» d'El Ejido reste le principal centre de production industrielle de légumes. Celle-ci repose sur une exploitation impitoyable d'êtres humains sans défense.

Dans les serres, les travailleurs journaliers sont très souvent des réfugié.es et des sans-papiers.

En Europe ils ne trouvent pas la paix si ardemment souhaitée mais l'exploitation, la contrainte et l'escroquerie aux salaires.

Une serre vide comme logement improvisé.



[El Ejido]

En l'an 2000, les exactions racistes contre les travailleurs venant du Maroc ont fait un temps la une des médias. Le FCE a organisé des délégations internationales qui se sont rendues sur place. Grâce à ces actions, le thème de l'esclavage moderne dans l'agriculture industrielle a trouvé un écho dans l'espace public. Les nombreux soutiens du FCE en Suisse ont également permis au SOC, syndicat d'ouvrières agricoles, de mettre en place trois centres d'aide et d'accueil. Jusque-là il n'y avait, dans le centre d'El Ejido, aucun lieu proposant une aide juridique ou tout simplement du réconfort pour les Marocains. La ségrégation quotidienne entre les habitants et les Nord-Africains était omniprésente. Les accidents de travail, l'arbitraire et les actes de violence demeuraient impunis.

Face à des mesures gouvernementales toujours plus répressives, les migrants doivent vivre ca-

chés. Et, en tant que sans-droits, ils et elles sont souvent exploités et sous-payés. En 2019, le SOC, Syndicat des ouvrier.ères agricoles, a organisé avec le soutien du FCE des cours de langue et réalisé un travail d'information et d'explication dans ses trois locaux d'accueil. Des compétences, des connaissances et des techniques utiles pour permettre de lutter au quotidien contre l'exploitation et les violations du droit du travail, aussi bien dans les serres que dans les entreprises d'emballage, sont transmises lors de cours de perfectionnement. Un autre axe essentiel est le travail sur le terrain dans l'immensité de la « mer de plastique ».

Les collaborateurs.rices visitent sans relâche des exploitations et font connaître leurs droits aux ouvrier.ères sur place. En 2019 comme les années précédentes, l'avocate du SOC-Almería se tient aux côtés des exploités devant la justice.

Le SOC explique aux ouvrier.ères leurs possibilités d'action.





Hafida Mounjid avec Laura Gongora Perez, avocate du SOC.

Un comité d'entreprise chez Biosol

En 2014, le FCE et le SOC ont soutenu Hafida Mounjid contre son licenciement illégal par l'entreprise maraîchère Biosol située dans la « mer de plastique » d'Almería. Cinq ans plus tard elle est devenue l'une des trois membres élus du premier comité d'entreprise de la région. C'est un grand succès pour elle et pour le SOC. Le chemin fut long pour imposer un comité d'entreprise, organiser un vote en bonne et due forme et donner le courage aux gens de prendre en main le respect de leurs droits. Une fois que cela est posé, les ouvrier.ères ne se laissent plus si facilement monter les un.es contre les autres.

Une grève réussie contre l'exploitation sans vergogne

Dès la fin 2018, les ouvrier.ères de Goday Hortalizas ont pris contact avec le SOC. Ils.elles rapportent avoir été balloté.es d'un sous-traitant à l'autre afin d'éviter de leur accorder un contrat de travail à durée indéterminée, ne pas avoir reçu le salaire minimum et ne pas disposer de temps de pause suffisant.

L'entreprise dont le siège est situé à El Ejido exploite principalement un réseau de serres dans la région de San Isidro et exporte des poivrons dans 25 pays dont la Suisse. Un succès haut en couleur acquis sur le dos des travailleurs.

Une des procédures de conciliation proposée par le SOC fut mise en échec par Goday et une première grève limitée a abouti à de maigres améliorations et à beaucoup de promesses en l'air. Alors quand au début de la nouvelle saison les personnes qui avaient mené la grève ne furent pas réembauchées, ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour les ouvrières : trente-quatre sur quarante d'entre elles sont entrées en grève illimitée qu'ils ont pu tenir quatre semaines grâce à leur détermination et au soutien de la communauté internationale. Les principales demandes des grévistes purent être remplies : le paiement ultérieur du salaire minimum de 6,90 euros par heure et le réengagement des ouvrières licenciées ou leur indemnisation.



« Il n'y a nulle part où nous pouvons manger. Les patrons nous traitent comme des chiens et il n'y a pas assez de sanitaires »

Des questions urgentes adressées à José Garcia Cueva(SOC), Mohamed Hakeck (FNSA), Johannes Dahmke (EBF), autour de la table.



Un exemple qui donne du courage

En automne, le SOC a invité Mohamed Hakeck du syndicat marocain FNSA pour une semaine à Almería. Au programme, des cours quotidiens de perfectionnement tant avec les travailleurs du syndicat qu'avec des ouvriers qui, inspirés par le succès de la lutte contre l'entreprise Goday, ont commencé une grève illimitée contre un sous-traitant

de Coprohnijar S.C.A. Ces derniers ont travaillé jusqu'à douze ans dans les mêmes serres pour finalement s'entendre dire que leur patron avait fait faillite et pour être réengagés dans les mêmes serres avec des conditions de travail toujours plus dégradées : une pratique très répandue. Le FCE soutient les personnes sur place et fait pression sur les grossistes.

Sans le soutien du SOC pour leur auto-organisation, l'exploitation des ouvrier.ères resterait cachée derrière le plastique.



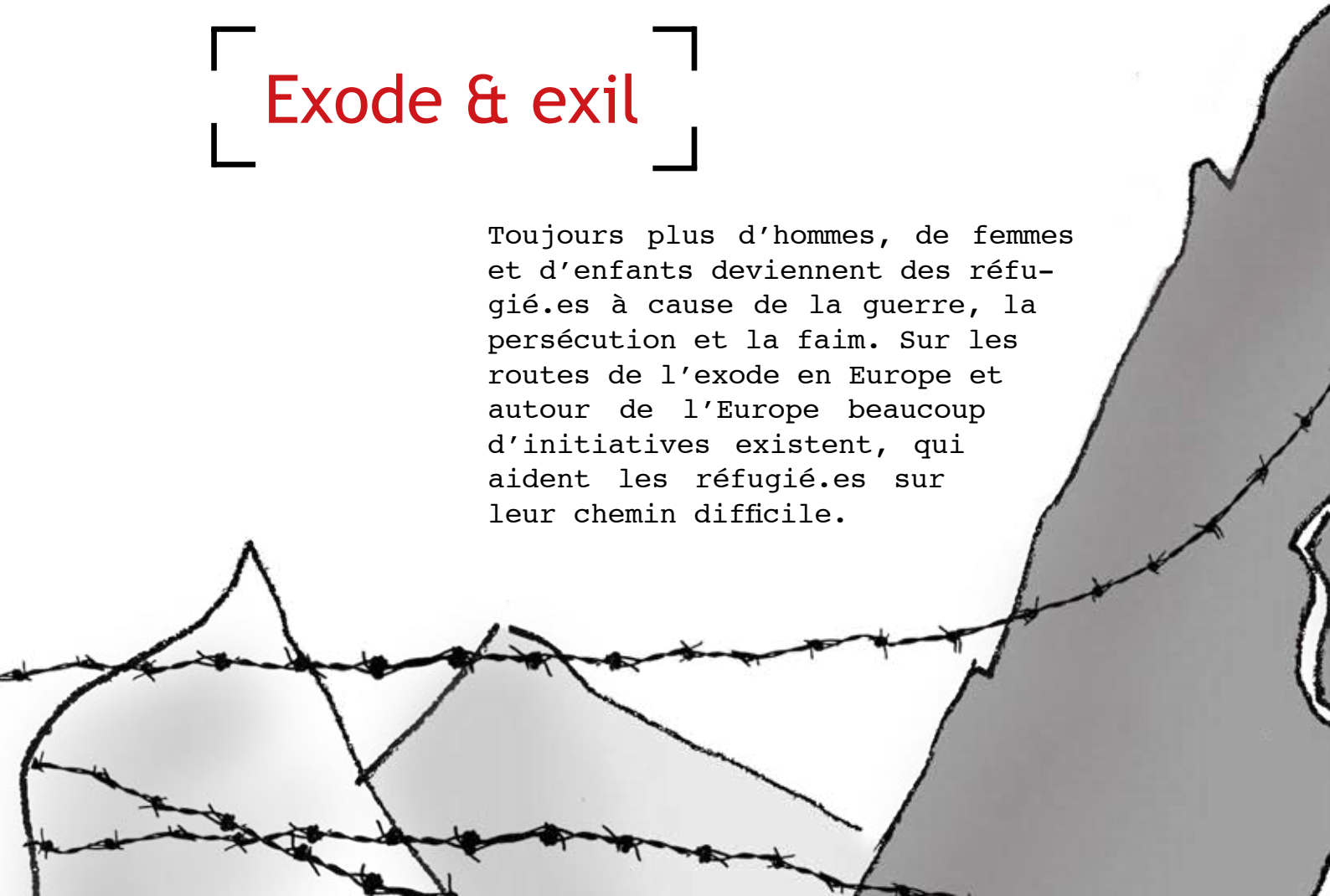
Ces exemples montrent un changement structurel dans la région de Níjar et San Isidro. On observe une concentration des terres entre les mains de quelques grosses entreprises, ce qui modifie le travail du SOC sur place. Des entreprises comme Biosol, Biosabor ou Cropohnijar emploient jusqu'à 100 personnes, qui sont beaucoup plus faciles à joindre et qui s'unissent plus facile-

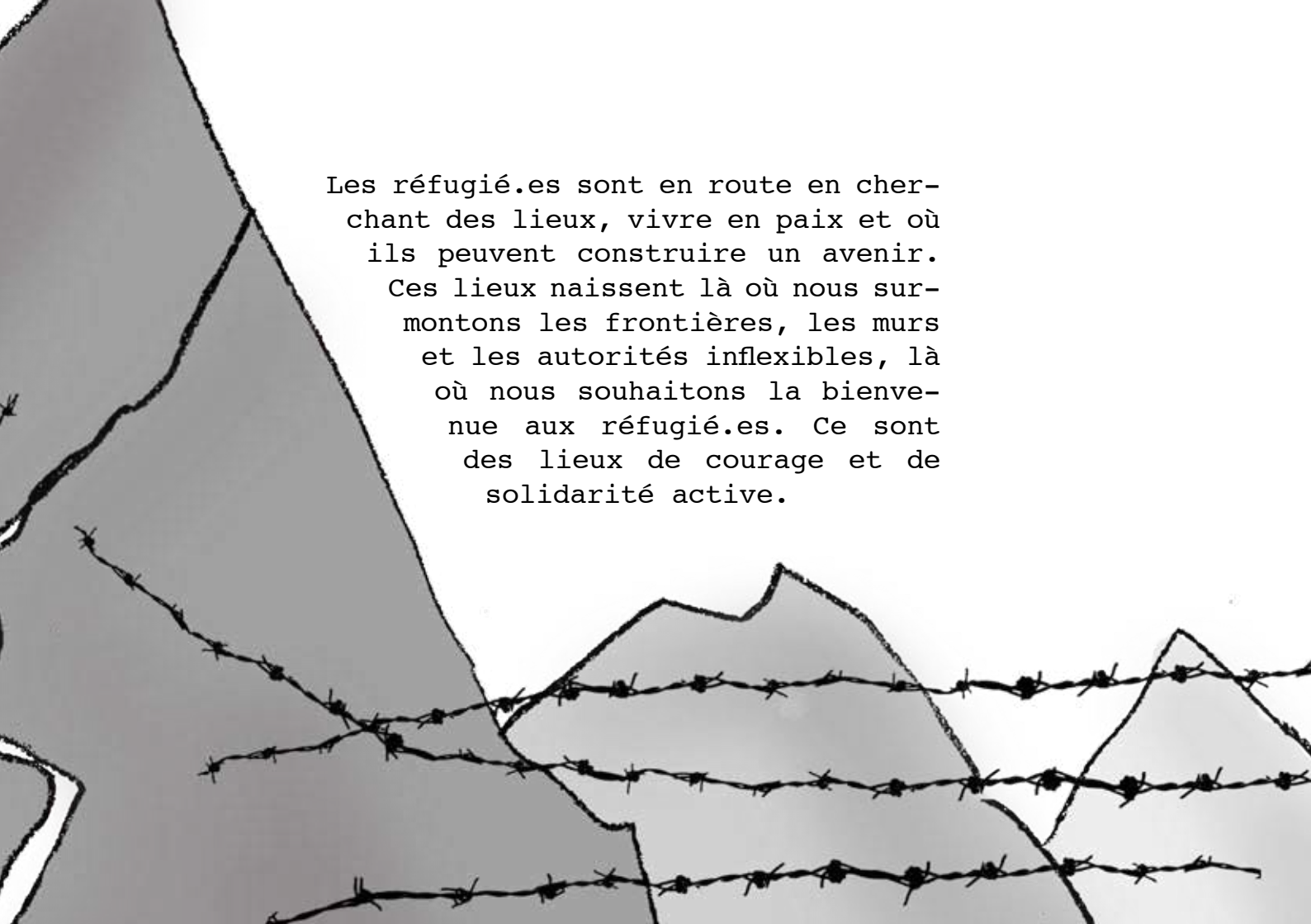
ment pour défendre leurs droits que dans la région d'El Ejido où la plupart des exploitations sont familiales et emploient rarement plus de 10 personnes dans un même tunnel.

En octobre le FCE a organisé une délégation d'une semaine à Almería et soutenu de manière décisive les espaces d'accueil du SOC.

Exode & exil

Toujours plus d'hommes, de femmes et d'enfants deviennent des réfugié.es à cause de la guerre, la persécution et la faim. Sur les routes de l'exode en Europe et autour de l'Europe beaucoup d'initiatives existent, qui aident les réfugié.es sur leur chemin difficile.



A stylized illustration of a landscape. The background is white. In the foreground, there are several jagged, grey mountain peaks. A black barbed wire fence with sharp points runs across the lower half of the image, crossing the mountain peaks. The fence is composed of three parallel lines. The overall style is simple and graphic.

Les réfugié.es sont en route en cher-
chant des lieux, vivre en paix et où
ils peuvent construire un avenir.
Ces lieux naissent là où nous sur-
montons les frontières, les murs
et les autorités inflexibles, là
où nous souhaitons la bienve-
nue aux réfugié.es. Ce sont
des lieux de courage et de
solidarité active.

« L'eau n'est pas potable » peut-on lire sur le réservoir, symbole des conditions inhumaines qui règnent dans le camp de Vučjak.



Terminus Bosnie

Aux frontières extérieures de l'Europe, en Bosnie-Herzégovine, des milliers de personnes de diverses nationalités, fuyant leur pays pour trouver protection, vivent dans des conditions inhumaines. Essayant de rejoindre l'Europe par la Croatie, ils sont systématiquement repoussés par la police des frontières, frappés, humiliés. La principale responsable est l'Union européenne, la Croatie n'est que son chien de garde. La Suisse est elle aussi responsable car elle soutient le régime des frontières de l'Europe en étant membre de

Frontex, et elle n'a pris aucune initiative pour soulager la Bosnie et aider ces personnes.

C'est le constat qu'avait fait la délégation internationale du FCE en visite en Croatie et en Bosnie du 22 au 26 mars 2019, et qui a rédigé un rapport détaillé de ce séjour. Suite à cette délégation, le FCE a initié une pétition adressée à la directrice du département fédéral de justice et de police (DFJD), la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, avec plusieurs revendications dont entre autres l'arrêt de l'engagement suisse à Frontex et l'accueil d'un contingent de réfu-

Dans les rues à Berne un appel à accueillir des réfugié.es des camps en Bosnie.



gié.es en provenance de Bosnie. Plus de 800 personnes ont écrit personnellement en ce sens à la conseillère fédérale et plusieurs parlementaires ont interpellé à ce sujet le Conseil fédéral.

Ouvrez la porte !

Du 23 au 26 juillet, une membre du FCE Autriche a de nouveau rendu visite aux migrants et à leurs soutiens en Bosnie et a rapporté les conditions de vie abominables dans le camp de Vučjak, installé sur une ancienne décharge près de Bihać. Ce fut l'occasion de s'adresser de nouveau à la conseillère fédérale Kel-

ler-Sutter et à l'ensemble du gouvernement suisse. Le 27 novembre 2019, plusieurs membres du FCE et un cortège de citoyen.nes et de représentant.es de la société civile se sont rendus devant le Palais fédéral à Berne. Ils portaient des panneaux sur lesquels on pouvait lire « Terminus Bosnie ? Ouvrez la porte pour les réfugiés des camps en Bosnie » et ont remis une lettre ouverte au Conseil fédéral, réceptionnée en personne par le chef du service d'information du DJFP. Puis la délégation s'est mise en route vers l'ambassade de l'UE, toute proche, où elle a remis une lettre adressée à la nouvelle présidente de la Commission européenne. Le

Des habitant.es de Sarajevo préparent des vêtements pour les migrant.es dans un ancien garage.



Photo: Esther Narbaud

soir, le FCE a organisé une réunion d'information au Centre d'accueil paroissial de l'église française de Berne, avec des intervenants venus de Croatie et de Bosnie. Parmi eux, une représentante du Center for Peace Studies à Zagreb ainsi qu'une journaliste indépendante de Sarajevo.

Le 18 décembre, une audition a eu lieu au Palais fédéral de Berne avec des parlementaires, des membres de la délégation pour les droits humains du FCE, des représentant.es d'organisations humanitaires et une personne qui soutient les réfugiés, de l'initiative Are You Syrious à Zagreb.

Le 22 décembre le FCE et une représentante de Bosnie étaient invités au concert de Noël de l'église française de Berne pour présenter les projets d'aide aux réfugié.es en Bosnie. Le produit de la collecte était destiné à ces projets.

Aide concrète

Le 24 décembre 2019, le convoi d'aide d'un ami suisse est parti vers la Bosnie. Le FCE a apporté son appui financier à cette action. Depuis le premier

voyage du mois de mars, le FCE a lancé plusieurs appels aux dons en Suisse et en Autriche pour soutenir les initiatives de la société civile qui viennent en aide aux réfugiés en Croatie et en Bosnie. Ces dons ont servi à renforcer le soutien apporté sur place. Malheureusement, le gouvernement suisse et l'Union européenne ne sont jusqu'à aujourd'hui pas prêts à répondre aux demandes du FCE ni à celles de nombreuses autres initiatives. La campagne a toutefois permis d'attirer l'attention des médias et de nombreuses personnes sur la situation à la frontière est de l'UE, et l'horrible camp de Vučjak a été évacué en décembre.

Plusieurs participant.es aux différentes actions et événements mentionnés ci-dessus ont décidé de se rendre eux-mêmes sur place pour offrir leur aide.



Riace - Hospitalité au village

Lorsqu'en 1989, pour la première fois un bateau avec des réfugié.es à son bord accoste sur la côte du village de Riace, les habitant.es ont été spontanément prêt.es à les accueillir et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'ils.elles puissent rester dans le village. Malgré un exode massif, Riace n'est pas devenu un village fantôme et n'a pas disparu de la carte comme tant d'autres villages du sud de l'Italie. Grâce à son ouverture, Riace a su rester vivant.

Le maire Domenico Lucano et une poignée de jeunes gens ont rénové un grand nombre de maisons restées vides depuis le départ de leurs habitant.es et les ont mises à disposition des nouveaux arrivant.es. L'idée est née de relancer les activités agricoles et artisanales sur les terrasses et les terres abandonnées, pour contrer le sort de la mort du village qui semblait inévitable. En 2019, il n'y a pas que l'Italie que ce petit village a tenu en haleine. Ce fut une lutte inégale entre l'Italie à visage humain

et l'Italie de l'extrême droite. Entre le courageux Domenico Lucano, trois fois maire, et le xénophobe Salvini, alors ministre de l'Intérieur.

Durant l'été 2018, Domenico avec quelques migrant.es et collaborateur.rices ont entamé une grève de la faim pour protester contre la politique inhumaine et méprisante de Rome. Pendant des mois, l'argent promis dans le cadre du programme d'aide institutionnelle aux réfugié.es n'a pas été versé. Les explications concernant l'arrêt des paiements faisaient défaut, avec des conséquences dévastatrices pour les réfugié.es et les structures créées dans le village. Dans un premier temps le FCE a apporté une contribution financière à l'initiative visant à rembourser une partie des dettes accumulées par les réfugié.es et les commerçants locaux. C'était une mesure importante pour surmonter la peur paralysante de la ruine économique. La campagne a été lancée par un large mouvement de solidarité et a été soutenue par la coopérative italienne Chico Mendes, qui gère un réseau de magasins alternatifs en Italie. Afin de détruire Riace



en tant que symbole d'une Italie ouverte, le maire a été désigné comme cible. Des accusations tirées par les cheveux l'ont conduit à une brève période d'emprisonnement, à une assignation à résidence, puis à l'exil. Domenico n'a pu retourner dans son village qu'en septembre 2019, le jour même où Salvini a quitté le gouvernement à Rome.

Dans un climat général de xénophobie et de grande incertitude quant à l'absence de paiement de Rome, les élections municipales se sont tenues en mai 2019 à Riace. La liste de Domenico Lucano, où il se présentait comme simple conseiller municipal, a été exclue dans les faits de la campagne à cause du bannissement de Domenico et a perdu.

Pendant une grève de la faim, Domenico Lucano (en haut à gauche sur l'escalier) reçoit une grande solidarité.



Cependant l'accueil des réfugié.es s'est poursuivi et un prêt généreux de la banque alternative italienne Banca Etica a permis au village d'assurer ses arrières, de détendre l'atmosphère générale et de recréer une base de confiance pour un nouveau départ. La fondation E Stato Il Vento, dont une représentante du FCE siège au conseil d'administration, a pu garantir la continuité du projet malgré des hauts et des bas.

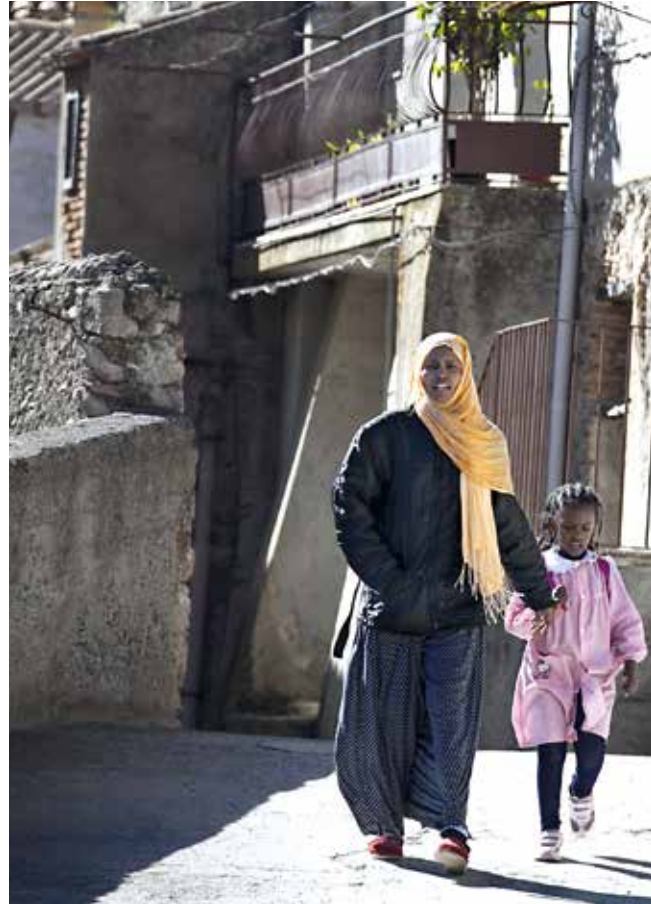
Par exemple, la nouvelle presse à huile d'olive a été mise en service dans le respect des traditions anciennes.

À l'occasion du festival de Riace en août, la fondation a tenu sa deuxième réunion dans le village avec un conseil d'administration élargi, définissant ses priorités pour la période à venir. Tout d'abord, la situation des réfugié.es vivant

Un nouvel espoir pour une mère et son enfant.

encore à Riace ainsi que l'évaluation de la capacité actuelle d'accueil de nouveaux migrant.es et la recherche d'éventuelles organisations partenaires dans ce domaine. Des pistes ont également été cherchées pour rouvrir les entreprises artisanales et lancer un tourisme solidaire, qui sont les bases financières pour engager le développement économique indépendant du projet.

Le FCE a participé à la création et au financement de la fondation commune E Stato Il Vento. Cette fondation sera le futur sponsor des projets à Riace. Outre Re.Co.Sol et le FCE, le conseil de fondation représentera principalement les initiatives locales de la société civile calabraise. Celles-ci sont prêtes à soutenir le projet. Ce groupe s'occupera de la question du soutien financier nécessaire à ceux.celles qui sont resté.es au village, ceux.celles qui vont revenir et à l'accueil de migrant.es nouvellement arrivé.es.







Le prix suisse des droits humains, Alpes ouvertes 2019

En signe de reconnaissance et de remerciement pour leur engagement courageux dans le sauvetage de réfugié.es en montagne et dans la dénonciation des actes racistes et xénophobes, le Cercle d'amis Cornelius Koch a décidé de décerner le prix suisse des droits humains Alpes ouvertes pour l'année 2019 aux « 7 de Briançon ». Il s'agit de Théo Buckmaster, Bastien Stauffer, Eleonora Laterza, Mathieu Burellier, Benoît Ducos, Jean-Luc Jalmain et Lisa Malapert. Le prix fondé par l'abbé suisse Cornelius Koch (1940-2001) est doté de 12 000 francs suisses.

Les « 7 de Briançon » ont été condamnés en décembre 2018 en France lors d'un procès scandaleux pour « aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire » à des peines de prison ferme et avec sursis. Plusieurs délégué.es du FCE étaient présent.es en 2018 en tant qu'observateurs au procès au tribunal de Gap et ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la remise du prix.

Celle-ci a eu lieu sur le col de Montgenèvre à la frontière franco-italienne. Cela a permis d'apporter un soutien à ces personnes ainsi que d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la situation des migrant.es qui traversent les Alpes. En application des accords de Dublin, une entrée légale pour effectuer une demande d'asile leur est refusée. La police des frontières chasse les migrant.es et met beaucoup d'entre eux.



Bastien Stauffer (7 de Briançon), Don Giusto della Valle (curé), Mathieu Burellier (7 d. B.), Hannes Reiser (Cercle d'amis Cornelius Koch), Benoit Ducos (7 d. B.), Théo Buckmaster (7 d. B.), Christine Schilter, Claude Braun & Michael Rössler (FCE).

elles en danger de mort. Il leur faut en plus affronter des voies d'accès difficiles, le froid et la neige. En 2018 et 2019 au moins 4 personnes sont mortes.

Plus de 100 personnes de différents pays ont participé à la cérémonie, qui a débuté par une minute de silence en mémoire des victimes de la forteresse Europe, aux frontières terrestres et en mer Méditerranée. Plusieurs personnalités et personnes engagées ont ensuite pris la parole, parmi elles l'écrivaine turque Pinar Selek qui vit en exil en France, l'ancien procureur suisse Dick Marty ainsi que le prêtre des réfugiés, l'italien Don Giusto della Valle, titulaire du prix 2017.

Après la remise du certificat de prix et de 600 lettres de solidarité, écrites par des citoyen.nes suisses et français.es aux « 7 de Briançon », les participant.es se sont dirigé.es vers Briançon. Ils.elles se sont arrêté.es non loin de la ville pour déposer une plaque commémorative et des fleurs à la mémoire d'un jeune Togolais mort de froid en février 2019 en tentant de passer la frontière.



Pinar Selek



Dick Marty



Observation de procès en Hongrie

En 2018, plusieurs représentant.es du FCE et du Cercle d'amis Cornelius Koch étaient présent.es, à trois reprises, en tant qu'observateurs au procès du Syrien Ahmed H. à Szeged dans le sud de la Hongrie. Ils ont révélé au public, avec le comité Free the Röske 11 et Amnesty International, les conditions scandaleuses et les conséquences de cette procédure judiciaire.

En septembre 2015, Ahmed H. accompagnait ses parents et la famille de son frère qui fuyaient la Syrie pour gagner l'Europe et s'est retrouvé au milieu d'altercations violentes entre la police des frontières et les migrant.es, après la fermeture soudaine de la frontière hongroise. Il a été considéré comme meneur et arrêté.

Lors de la première instance en comparution immédiate Ahmed H. a été condamné à dix ans d'emprisonnement pour terrorisme. La Hongrie applique une définition toute particulière de ce terme : il suffit d'avoir l'intention de vouloir forcer l'État à faire quelque chose qu'il ne veut pas - dans ce cas-là l'ouverture de la frontière - pour tomber sous l'accusation de terrorisme. Le procès était depuis le début de nature politique, avec Ahmed H. en bouc émissaire, ceci afin de pouvoir justifier la politique xénophobe et raciste du gouvernement hongrois. En Hongrie le terrorisme est puni d'une peine minimale de dix ans d'emprisonnement.

C'est probablement grâce à la campagne de solidarité internationale qu'en septembre



Lors du procès à Szeged 2018 : Ahmed H. apparaît avec des menottes, des chaînes à ses pieds et tenu en laisse.

2018 la cour d'appel a fini par prononcer une peine nettement inférieure aux dix ans redoutés.

Le tribunal a bien reconnu que l'accusé a tenté de s'interposer entre les parties adverses et est même venu en aide à des blessés, mais il l'a accusé d'avoir jeté des pierres sur les policiers. Malgré une division par deux de la peine encourue, soit cinq ans, les charges de terrorisme ne sont pas levées et Ahmed H. demeure extrêmement stigmatisé. Le recours abusif et extensif au concept de terrorisme fait courir le risque que d'autres pays européens utilisent également ce biais pour criminaliser les migrants et leurs soutiens. La campagne d'information internationale était nécessaire pour endiguer ce risque. Fin janvier 2019, Ahmed H. bénéficia d'une libération anticipée, mais pour se retrouver interné immédiatement après dans un centre de rétention en Hongrie. Là, il a dû attendre que les autorités

chypriotes autorisent son retour dans ce pays qu'il habitait avec sa femme et ses enfants avant son arrestation. Mais rien ne se passa. Ahmed H. n'a pu embrasser sa femme et ses enfants qu'en septembre 2019, après de nombreuses interventions et une vaste campagne de lettres au président chypriote, initiée entre autres par le FCE.



Moment de bonheur de Ahmed H. avec une de ses filles.
(photo Amnesty)



Protection des plus vulnérables

La première maison de repos pour les femmes réfugiées, appelée Baobab, a été louée par l'Arcom (Association des réfugiés et demandeurs d'asile congolais.es au Maroc) à Rabat. Cette maison de repos est composée de plusieurs appartements qui peuvent accueillir chacun une dizaine de femmes. Mais la demande est énorme.

En 2019, le FCE a soutenu ce projet et a travaillé avec ses initiateur.rices pour le développer. Cela inclut l'inscription à l'école des enfants de ces femmes en fuite.

Les femmes qui migrent des pays africains vers l'Europe ont traversé le Sahara et subi des atrocités indicibles. Sur la route, les femmes sont la cible de violences encore plus que les hommes. Arrivées au Maroc, dernier pays avant l'Europe, elles n'ont nulle part où dormir, la violence et l'exploitation se poursuivent.

Fondements de la vie & autonomie

Alors qu'il est plus que jamais nécessaire d'éviter une crise climatique d'une ampleur incommensurable, d'immenses parcelles de forêt continuent d'être détruites. Pour l'agriculture et l'élevage industrialisés, mais aussi pour le tourisme de masse. L'initiative de la société civile Free Svydovets a décidé d'agir contre cette destruction.



Ukraine: campagne pour la protection d'un milieu naturel

Tout au long de l'année 2019, les représentants du FCE ont participé à une campagne internationale contre la destruction d'un paysage naturel unique. Il s'agit du massif montagneux de Svydovets en Transcarpatie, Ukraine. Un oligarque ukrainien souhaite implanter au cœur de ce massif un gigantesque complexe touristique de sports d'hiver, ce qui détruirait à jamais l'équilibre écologique. En 2017, des villageois, des ONG ukrainiennes, des membres de Longo Mai et du FCE ont fondé la plateforme Free Svydovets, et luttent depuis contre ce projet de mégalomane.

En Suisse, une campagne commune avec le Fonds Bruno Manser a vu le jour, qui dénonce en même temps

l'exploitation illégale et massive des forêts primaires en Ukraine.

Une jeune militante de Free Svydovets a été officiellement invitée à la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui s'est déroulée à New York au mois de septembre. Elle a pu faire connaître à un large public international la menace qui pèse sur ce milieu naturel, ainsi que l'initiative Free Svydovets. Elle était accompagnée par un membre expérimenté du FCE chargé du travail de relations publiques pendant le sommet. Des représentants du FCE se sont également rendus régulièrement à Bruxelles et à Strasbourg pour demander aux différentes instances de l'UE d'intervenir auprès du président ukrainien.



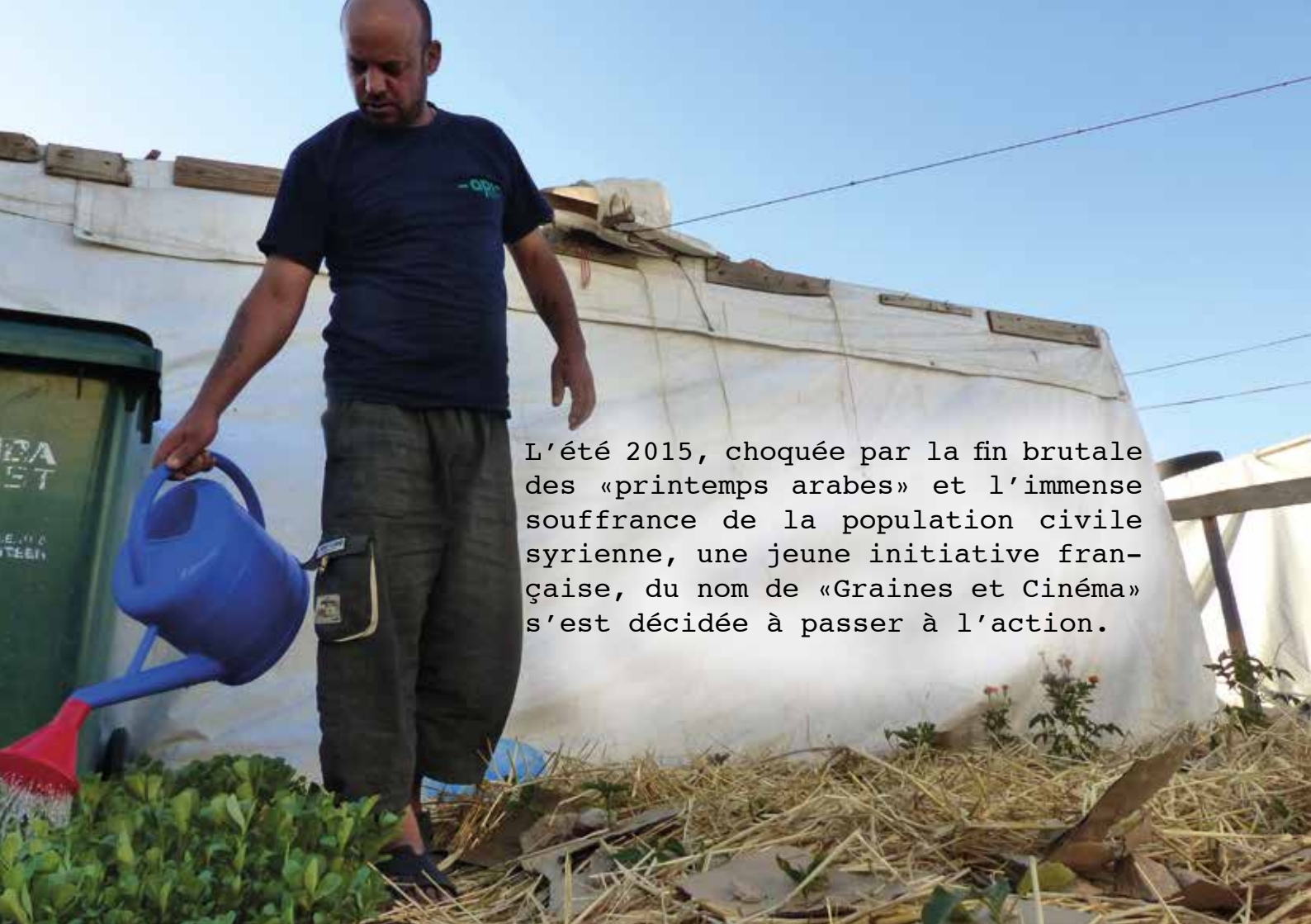
La délégation du FCE à New York



Une coupe rase, mortelle pour la forêt



Sur la montagne de Svydovets



L'été 2015, choquée par la fin brutale des « printemps arabes » et l'immense souffrance de la population civile syrienne, une jeune initiative française, du nom de « Graines et Cinéma » s'est décidée à passer à l'action.

Offrir une perspective aux réfugié.es

Grâce à leurs contacts proches avec un cinéma ambulant et le FCE, ils ont contacté des réalisateurs de films syriens et commencé une tournée pendant 6 mois en France. «Autonomie et alimentation en temps de guerre et d'oppression» étaient les thèmes présents à chaque projection. Les contacts avec des projets maraîchers dans les villes assiégées ont clairement établi qu'il n'y avait quasiment plus de semences de variétés fixées. Le régime du Baath utilisait déjà avant 2011 l'agriculture hyper-industrialisée comme moyen pour opprimer et régenter son propre peuple. Les paysan.nes en révolte pouvaient se voir purement et simplement confisquer les graines pour leurs prochains semis. En plus de la sensibilisation, le principal objectif de cette tournée en France et dans d'autres pays européens était de collecter des dons de semences et de les amener au Liban via la Turquie. Ces semences devaient y être multipliées et parvenir ensuite à des paysan.nes syriens.



Un an plus tard, le premier transport a pu atteindre un camp de réfugié.es dans la vallée de Bekaa à proximité de la frontière syrienne. Des jardins y ont été installés avec des réfugié.es et la surface cultivée s'est agrandie de 2000 m² loués pour dix ans et des stages de formation et de perfectionnement autour des thèmes de l'agriculture et de la transformation y sont proposés. Les cours rassemblent l'été plus d'une centaine de participant.es syriens, libanais et européens. Un lieu a été créé dans lequel il y a la place

pour la transmission de toute sorte de savoir et de savoir-faire. C'est de cette idée qu'est né le réseau Buzurna Juzurna (Nos graines, nos racines en arabe). Le collectif cultive et multiplie plus de 300 légumes et céréales propres à la région mais qui ont été balayés par la « révolution verte ». Fin 2019, 400 petits jardins ont été établis dans la plaine de la Bekaa. Pendant l'année, un premier programme de formation comprenant 13 unités de cours a été élaboré. Ils sont destinés principalement aux réfugiés mais il existe une



demande croissante de la part de la population locale. Une bonne partie de la dynamique vient du mélange entre les locaux, les réfugié.es syriens et les ami.es français. Des caisses de légumes sont vendues sur deux marchés de producteurs à Beyrouth et à Zahlé, la capitale de la Bekaa, à majorité chrétienne. Le projet a permis d'employer 16 personnes durant l'année, leur donnant ainsi qu'à leur famille une nouvelle perspective. À travers les réfugié.es, un contact s'est établi avec des petits agriculteur.rices en Syrie qui, grâce à

Buzurna Juzurna, ont à nouveau accès aux semences. La moitié environ des 1,5 million de personnes qui ont fui la Syrie vers le Liban sont dans la plaine de la Bekaa. L'agriculture industrielle domine dans la région et de nombreux réfugié.es vivent et travaillent dans des conditions extrêmement mauvaises. La mise en place d'alternatives locales et l'offre de formation demeurent une priorité. Le FCE soutient Graines et cinéma et maintenant Buzurna Juzurna logistiquement et financièrement depuis le début.





Des cours d'agriculture sont proposés tout au long de l'année. Ils aident à la communication entre les habitant.es, les réfugié.es et l'équipe européenne à l'origine du projet. Les participant.es aux cours ont tous et toutes reçu un certificat.

Des semences pour tous.les

Produire ses propres semences, c'est un premier pas vers l'autonomie alimentaire et une contribution essentielle à la conservation de la biodiversité. Le film pédagogique «Semences buissonnières» est conçu pour soutenir toutes les initiatives mondiales ayant trait aux semences. Il apporte également les connaissances botaniques de base permettant la production de semences. Il s'adresse à tous ceux qui veulent apprendre comment multiplier leurs semences de légumes. De nombreuses méthodes pour la culture, la récolte, le nettoyage et le stockage des semences y sont présentées.

Les 4 DVD décrivent les diverses manipulations et méthodes employées au cours de la culture, de la récolte, du tri et du stockage des graines. Le FCE a accompagné et soutenu la genèse et la production du film. Après trois ans de travail, les versions al-

lemande, française et anglaise ont pu être présentées en septembre 2015.

En 2017, le FCE a publié une version en espagnol (Amérique latine) et en portugais (Brésil). Une version en arabe est en cours d'élaboration, celle-ci ne paraît pas en DVD, mais sera à disposition sur le site du film. Des traductions en néerlandais, russe et ukrainien ont pu être achevées en 2019. Les enregistrements devraient commencer en 2020. Toutes les traductions déjà existantes sont accessibles gratuitement sur le site.

1^{ère} version en allemand, anglais, français

2^{ème} version en espagnol, portugais, anglais.

Un coffret 4 DVD: 436 min.

Prix: 58 CHF (envoi inclus)

www.diyseeds.org



Dons

Solidarité à long terme grâce aux contributions régulières

Le FCE se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observateurs et d'observatrices dans des zones de tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant-e-s ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

Soutien financier:

Dons en CHF:

PC 40-8523-5

IBAN: CH24 0900 0000 4000 8523 5

BIC : POFICHBEXXX

Pour les virements en euros:

Compte auprès de la banque
cantonale de Bâle:

BKB-EURO-KONTO

IBAN: CH56 0077 0016 5490 9272 8

BIC : BKBBCHBBXXX

**L'association FCE est reconnue
d'utilité publique en Suisse**

Contacts FCE

Suisse:

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Autriche:

Hof Stopar
Lobnik 16
A-9135 Železna Kapla/
Eisenkappel
Tel.: +43-42 38-87 05

Mühle Nikitsch
Berggasse/Travnik 26
A-7302 Nikitsch/Filež
Tel.: +43-650/34 38 378
E-Mail: at@forumcivique.org

Allemagne:

Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
E-Mail: de@forumcivique.org

Ukraine:

Vul. Borkanyuka 97
UA-90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
E-Mail: ua@forumcivique.org

France:

Hameau de St-Hippolyte
F-04300 Limans
Tel.: +33-492 73 05 98
E-Mail: fr@forumcivique.org

Roumanie:

Joachim Cotaru
Str. Bisericii 234
RO-557168 Hosman (SB)
E-Mail: ro@forumcivique.org

www.forumcivique.org

Forum Civique Européen
St.Johanns-Vorstadt 13
Postfach 1848
CH-4001 Bâle
Tel.: +41-61-262 01 11
E-Mail: ch@forumcivique.org

Photos: Esther Narbaud, Marieke Braun,
Patrick Oesch, Amnesty et EBF.



civique
forum!org